

## Ratisbonne : pour un dialogue des cultures

Lorsque le Pape a prononcé sa conférence à l'Université de Ratisbonne le 2 septembre 2006, c'était moins Benoît XVI que le théologien Joseph Ratzinger, que ses anciens collègues de l'Université étaient venus écouter.

Ce n'est donc pas sur le siège de Pierre, mais du haut de la chaire du professeur, que le Pape devait prononcer une "leçon" qui lui rappelait "les belles années" au cours desquelles il avait "commencé son activité académique comme enseignant à l'Université de Bonn".

Et le Pape de rappeler que "ces contacts avec les historiens, les philosophes, les philologues étaient la vie même".

Alors, dans l'exercice difficile auquel il s'est livré au cours de cette conférence magistrale d'une haute tenue intellectuelle, certains commentateurs n'ont pas hésité à écrire que Benoît XVI avait oublié qu'il n'était plus un universitaire, car entre temps, l'abbé Ratzinger était devenu Pape !

Et la fine fleur de l'élite intellectuelle française de rappeler comme Régis Debray, que "le monde n'est plus une salle de cours", tandis que d'autres ne prennent aucune précaution oratoire pour écrire dans la presse internationale que Benoît XVI est "moins fin politique que Jean-Paul II", ce dernier étant plus dans la "vidéosphère" alors que Benoît XVI appartiendrait à la "graphosphère".

Tout ceci pour expliquer l'agitation qui s'est emparée du monde musulman à travers l'ensemble de la planète (y compris le meurtre de sœur Leonella en Somalie), alors qu'il était encore traumatisé par la publication, dans un journal danois, d'une douzaine de caricatures représentant, grossièrement, le prophète Mahomet.

Pour fixer l'attention de ses auditeurs – procédé classique – Benoît XVI introduit son argumentaire par une conversation qui a eu lieu à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle "entre l'empereur byzantin Manuel II Paléologue et un persan lettré sur le christianisme et l'islam et la vérité des deux".

Dans ce dialogue, ce n'est pas la foi de Mahomet qui est mise en cause par l'empereur, mais la manière dont il entend diffuser la foi, y compris par la violence.

Et, pour bien saisir le sens de la remarque de l'empereur, il faut rappeler que le récit de cette conversation a été rapporté par l'empereur à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle, alors qu'il était à Constantinople assiégée par les armées turques. Paléologue veut donc démontrer qu'on ne doit pas diffuser la foi par la violence, car Dieu n'aime pas le sang, et qu'agir de manière déraisonnable est contraire à la nature de Dieu.

En fait, le discours du Pape s'adresse exclusivement aux catholiques qui doivent redonner à la raison sa vraie place dans le domaine de la foi, "sans revenir en arrière" et sans rejeter "les convictions de l'ère moderne".

On doit noter aussi, mais cette partie du discours du Pape n'a pas retenu l'attention des médias : "nous sommes pleins de gratitude pour les possibilités grandioses" que le développement moderne a ouvertes à l'homme "et pour les progrès qu'il a permis dans le champ humain". Cet hymne à la vie et cette confiance dans une raison qui ne soit pas "sourde au divin" sont les conditions "d'un vrai dialogue entre les cultures et les religions".

Benoît XVI n'a commis aucun péché, ni péché d'orgueil, ni péché contre l'esprit.

L. CYPRIEN

Conformément à l'article 27 de la loi N°78-17 du 6/01/78 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, des réponses aux différentes rubriques de ce bulletin sont facultatives. Les informations qu'elle contient sont à usage strictement interne et ne peuvent être communiquées qu'à des responsables désignés par l'association. Vous disposez d'un droit d'accès et de rectification sur justification de votre identité.

## VERITES - BULLETIN D'ABONNEMENT

**1 an, 3 numéros +  
adhésion à l'association : 10 €**

Chèque à libeller à l'ordre de **ASSOCIATION "VERITES"**  
et à expédier à :

**ASSOCIATION "VÉRITÉS"**  
3 rue des Violettes - 37100 TOURS

NOM : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

C.P. .... VILLE : .....

Tél. : .....

N°15 VERITES Déc. 2006  
5 €

EDITO

par Lucien CYPRIEN

*Actualité du Gaullisme !*

**S**i l'on en croit l'interview donnée au journal « La Croix » par Jean Lacouture, l'un des biographes les plus connus du Général de Gaulle, il ne resterait pas grand-chose du gaullisme dans la vie politique française plus de trente ans après la mort du Général. Plus rien ou presque, chez ceux qui l'ont toujours combattu, et souvent farouchement. En revanche, la fraction de ceux qui, aujourd'hui, s'en réclament ouvertement, ne semble pas, au moins pour certains d'entre eux, en avoir une vision conforme à ce qu'on peut en percevoir au travers des actes et des écrits du Général de Gaulle.

C'est ainsi que présenter de Gaulle comme « l'homme de toutes les ruptures », c'est ne pas voir que son action s'inscrit dans une vraie continuité, continuité française jamais brisée depuis les origines de « *ce grand peuple fait pour l'exemple, l'entreprise, le combat, toujours en vedette de l'Histoire* » (CHARLES DE GAULLE : LA FRANCE ET SON ARMÉE). C'est dans cette large continuité que s'inscrivent Louis XI, Jeanne d'Arc, Henri IV, Mazarin, Colbert, Louvois, Clémenceau et tant d'autres.

On peut affirmer, toutefois, que même s'il apparaît, à un moment ou à un autre, que la chaîne ait été brisée, il n'en demeure pas moins que la continuité a été assurée, parfois au prix d'efforts et de sacrifices énormes.

De Gaulle ne pouvait être le successeur d'Albert Lebrun, auquel il a manqué, comme chef de l'Etat « qu'il fût un chef et qu'il y eût un Etat », mais il a rétabli la République. Continuité.

De Gaulle ne pouvait être le successeur du Maréchal Pétain, c'est-à-dire d'un « gouvernement tombé sous la servitude de l'ennemi », mais il a refusé l'armistice de 1940 et continué la guerre. Continuité.

De Gaulle ne pouvait être le successeur de René Coty, président d'une république en voie de décomposition et menacée de guerre civile, mais il a sauvé la République. Continuité.

Pour illustrer davantage cette idée de continuité qui inspire toute l'action du Général de Gaulle, on peut choisir deux exemples tirés de ses Mémoires de Guerre.

Le 25 août 1944, à l'Hôtel de Ville de Paris, pressé par Georges Bidault de « proclamer solennellement la République » le Général de Gaulle répond « *la République n'a jamais cessé d'être... Vichy fut toujours et demeure nul et non avvenu.... Pourquoi irais-je la proclamer ?* ». En effet, en dépit de l'exode, de l'armistice, de l'occupation, il ne saurait y avoir rupture, puisque l'Armée de la France Libre et la Résistance intérieure n'avaient jamais cessé le combat. La France n'avait jamais cessé d'être la France.

A la veille d'entrer dans Paris avec sa 2<sup>e</sup> Division Blindée, le Général Leclerc s'entend dire par le Général de Gaulle « Vous avez de la chance ! » et de Gaulle de se souvenir certainement des actions conduites en mai 1940 à la tête de la 4<sup>e</sup> Division Cuirassée dans le secteur de Montcornet. A n'en pas douter, à quatre ans de distance, c'était bien la même armée qui reprenait l'offensive contre les Panzers. Là encore, c'était la continuité et non la rupture.

Aujourd'hui, à quelques mois d'une élection présidentielle qui a toujours exercé un grand attrait sur les électeurs, l'idée de rupture est souvent associée à un changement de Constitution qui mettrait fin à la 5<sup>e</sup> République et donnerait naissance à une 6<sup>e</sup> République. Celle-ci parée de toutes les vertus et réglant, comme par miracle, les problèmes du chômage, du déficit budgétaire, du logement, de l'insécurité, des banlieues... laisserait accroire que de la rupture naîtrait une société plus juste, plus équilibrée, plus sûre, plus harmonieuse, en oubliant que le gaullisme n'est pas une compilation de recettes, mais d'abord, comme le disait Georges Pompidou, une attitude.

*La Lettre présente à ses fidèles lecteurs ses meilleurs vœux pour 2007*

## *Les dossiers de “VERITES”*

A quelques mois de l'élection présidentielle de 2007, dont le premier tour est fixé au 22 avril et le deuxième au 6 mai, il est intéressant de relever le moment où les différents candidats-président ont manifesté publiquement leur intention de faire acte de candidature, c'est-à-dire dans le cadre d'une échéance normale, à l'expiration du mandat en cours. Depuis le début de la V<sup>e</sup> République, seules les élections de 1969 et 1974 furent anticipées, du fait de la démission du Général de Gaulle, pour l'une, et de la mort de Georges Pompidou, pour l'autre.

Dans ces deux derniers cas, il n'y eut pas d'annonce de candidatures, et pour cause, avant la date de l'ouverture officielle de la campagne. Et, pourtant, en 1969....

Il est également intéressant de relever d'une élection à l'autre, l'accroissement du nombre des candidats ainsi que la variété des “slogans” utilisés pendant les campagnes.

### Déclarations de Candidature

#### **Election de 1965** (5 et 19 / 12)

18 décembre 1963 : Monsieur X. (Gaston Defferre) manifeste l'intention d'être candidat.

20 avril 1964 : Jean-Louis Tixier-Vignancourt

25 avril 1965 : Pierre Marcilhacy

9 septembre 1965 : François Mitterrand

19 octobre 1965 : Jean Lecanuet

4 novembre 1965 : Général de Gaulle

**Election de 1969** : le 17 janvier, à Rome, Georges Pompidou, ancien Premier Ministre : « *si le Général de Gaulle venait à se retirer, je me porterais candidat à sa succession* ». A l'Elysée, ambiance à couper au couteau ...

#### **Election de 1981** (26/04 et 10/05)

26 octobre 1980 : François Mitterrand laisse entendre à Marseille, le jour de ses 64 ans, qu'il se pourrait qu'il soit candidat. Le 24 janvier, il est désigné par un congrès extraordinaire du P.S.

3 février 1981 : Jacques Chirac annonce sa candidature. Il veut « *arrêter le processus de dégradation que connaît actuellement la France* ».

2 mars 1981 : Valéry Giscard d'Estaing annonce sa candidature. Il ne brigue pas un “nouveau septennat”, mais un “septennat nouveau”, en vue de « *poursuivre la modernisation de la France, sans rompre avec son passé* ».

#### **Election de 1988** (5 et 19 / 12)

16 janvier 1988 : Jacques Chirac annonce sa candidature, depuis l'Hôtel Matignon. Il est alors le Premier Ministre de la première cohabitation.

30 janvier 1988 : Raymond Barre, candidat d'abord “implicite”, devient candidat “explicite”.

22 mars 1988 : François Mitterrand, à Antenne 2, annonce qu'il sera candidat. Telle une jeune épousée, il prononce un “oui” quasi virginal. Il reconnaît que, dès juillet 1987, sa candidature était déjà en gestation.

#### **Election de 1995** (23/04 et 7/05)

4 novembre 1994 : Jacques Chirac annonce officiellement sa candidature dans une interview à la Voix du Nord et un communiqué à l'A.F.P.

5 janvier 1995 : Lionel Jospin annonce sa candidature devant le Bureau National du P.S. Il sera investi officiellement, le 5 février, par un congrès extraordinaire du P.S.

18 janvier 1995 : Edouard Balladur, depuis l'Hôtel Matignon, annonce sa candidature dans une déclaration télévisée. Son ambition : « *tenter de modifier le cours de l'Histoire* ».

#### **Election de 2002** (21/04 et 5/05)

5 février 2002 : Jean Marie Le Pen annonce qu'il a obtenu plus de 600 signatures de parrainage. Il participera donc à l'élection présidentielle.

11 février 2002 : Jacques Chirac annonce, en Avignon, sa décision de présenter sa candidature.

20 février 2002 : Lionel Jospin annonce sa candidature dans une “Lettre aux Français”.

### Multiplication des Candidats

Depuis la réforme constitutionnelle du 6 novembre 1962, l'élection du Chef de l'Etat au suffrage universel est l'évènement phare de la vie politique française.

En dépit de l'obligation (à visée malthusienne) d'être présenté par 500 personnalités (parlementaires, conseillers régionaux, membres de l'Assemblée de Corse, conseillers régionaux, conseillers de l'Assemblée de Corse, conseillers généraux, conseillers de Paris, conseillers des assemblées territoriales des territoires d'outre-mer, des assemblées de province de la Nouvelle Calédonie, maires ou membres élus du Conseil supérieur des Français de l'étranger), le nombre de candidats va sans cesse croissant.

Mais toutes les candidatures n'étaient pas sérieuses !

# Les dossiers de "VERITES"

Année	Nombre de candidats	En tête au 1 <sup>er</sup> tour	Élu au 2 <sup>e</sup> tour
1965	5	de Gaulle	de Gaulle
1969	7	Pompidou	Pompidou
1974	12	Mitterrand	Giscard
1981	10	Giscard	Mitterrand
1988	9	Mitterrand	Mitterrand
1995	9	Jospin	Chirac
2002	16	Chirac	Chirac

Le candidat venu en tête au premier tour a finalement été élu dans 4 élections sur 7 : en 1965 (de Gaulle), 1969 (Pompidou), 1988 (Mitterrand), 2002 (Chirac).

## Quand les candidats s'affichent ....

C'est avec l'élection du Président de la République au suffrage universel, en 1965, que la publicité a fait son entrée dans la politique. Depuis 1965, de septennat en quinquennat, grâce au support de l'affiche, les électeurs ont été interpellés par des slogans dont il est difficile de mesurer, à coup sûr, l'impact sur les votes. L'affiche peut jouer simultanément un rôle d'adhésion comme de repoussoir, le talent du publicitaire consistant à amplifier l'un et, si possible, à gommer l'autre.

D'une manière pragmatique, on peut dire que les bons slogans ont été ceux développés sur les affiches des futurs élus, mais peut-on dire, pour autant, que les battus avaient choisi de mauvais slogans ?

Le tableau comparatif ci-dessous peut aider à comprendre certains choix des électeurs, sans pour autant expliquer les résultats des scrutins :

Les slogans des élus	Les slogans des battus
Charles de Gaulle : « Pour le succès de la France » (1965)	François Mitterrand : « Un Président jeune pour une France moderne » (1965)
Georges Pompidou : « Avec la France pour les Français » (1969)	Alain Poher : « Un Président pour tous les Français » (1969)
Valéry Giscard d'Estaing : « Le Président de tous les Français » (1974)	François Mitterrand : « La seule idée de la droite garder le pouvoir. Mon premier projet vous le rendre » (1974)
François Mitterrand : « La Force tranquille, Mitterrand Président » (1981)	Valéry Giscard d'Estaing : « Il faut un Président à la France » (1981)
François Mitterrand : « La France Unie » (1988)	Jacques Chirac : « Nous irons plus loin ensemble » (1988)
Jacques Chirac : « La France pour tous » (1995)	Lionel Jospin : « Le Président du vrai changement » (1995)
Jacques Chirac : « La France en grand La France ensemble » (2002)	Jean Marie Le Pen : « Une force pour la France » (2002)

D'autres slogans de candidats malheureux – et souvent oubliés – méritent d'entrer dans le sottisier électoral : Robert Hue (candidat du Parti communiste français) : « Pour que la gauche soit vraiment la gauche » (2002). Ou encore, la formule incantatoire de Jean Pierre Soisson, secrétaire général du Parti Républicain : « La majorité aura la majorité » (1977).

## Le sondage ou l'illusion démocratique

Des sondages naissent à tour de bras. Et à peu près, sur tout : marketing, économique, politique, idéologique, intime, public...

Soi-disant reflet d'une société et de ses mouvements internes, ils seraient l'expression la plus proche et la plus vraie d'une collectivité et de son état d'esprit.

Traduisant ainsi l'image d'une société ou d'un groupe, ils seraient, à un instant, la représentation « objective » de l'opinion publique, comprenons statistique, induisant souvent une compréhension « subjective », comprenons qualitative de cette même société.

Nés dans les années vingt, au moment très précis où la science politique est dans une impasse en raison de son incapacité à penser l'opinion publique comme phénomène social, les sondages ont pris une part prépondérante dans la perception de la réalité du monde.

Aujourd'hui, ils guident, inspirent et motivent bien des comportements, tant privatifs que collectifs. Le champ de la politique – modèle de synergie de ces deux comportements – n'y échappe pas.

Bien au contraire, il y trouve des raisons d'espérer et de faire bouger les comportements individuels et collectifs. En un mot, c'est avec les sondages que l'on a les meilleures chances de fabriquer de l'opinion publique.

Le cas de Ségolène Royal en est un vivant exemple. Le cas est d'école : pour être désignée candidate à l'élection présidentielle, Mme Royal doit l'emporter dans son propre parti.

Le pari est d'autant plus difficile que cette candidature n'avait en son origine, aucun fondement, ni politique, ni idéologique mais simplement stratégique : lancer Ségolène pour faire contre-feux à l'éventuel retour de l'ancien premier ministre, battu dès le premier tour, le 21 avril 2002.

Encore faut-il donner une crédibilité à cette stratégie globale. Et c'est la technique du sondage qui fait office de tactique et d'offensive de terrain.

De là, fleurissent pléthore de sondages qui font croire que le parti socialiste devient peu à peu « royaliste ».

Or, aucun sondage - je dis bien aucun - n'a été réalisé dans les rangs du PS, c'est-à-dire auprès des militants à jour de cotisation !

Tous trouvent leur origine dans les sympathisants du parti, et seulement dans les sympathisants.

Alors, la plupart des commentaires commencent insidieusement à confondre sympathisants et militants, « extérieur » et « intérieur » du parti, citoyens et cadres du PS, villes et fédérations, quartiers et sections, etc.

Peu à peu se forge pour Ségolène Royal, une légitimité de parti qui trouve sa source à l'extérieur de ce parti et sculpte l'opinion de militants qui finiront par se confondre avec les données statistiques et calquer, point à point, la succession et l'évolution des sondages.

Alors, me direz-vous – et à juste titre – on ne devient pas candidate investie par un parti aussi puissant que le PS, par hasard.

Et c'est vrai. Mais la manip est extraordinaire et, peut-être est-elle au fond, n'en déplaît à certains, l'expression d'une vraie réalité !

Si Ségolène Royal l'emporte avec 60% des suffrages au sein du PS, c'est qu'elle récupère la dynamique créée à l'extérieur, dynamique qui n'est en rien illégitime mais le reflet savamment dosé d'une opinion publique qui a été modelée en sa faveur, à coups de sondages, d'images et de représentations subtilement orchestrées.

Questions : Faut-il d'abord modifier l'état de l'opinion publique pour gagner les faveurs de son parti et en devenir son expression « naturelle » ?

Si oui, - ce qui semble être le cas – le sondage n'est-il pas le meilleur instrument d'accession au pouvoir, en ce qu'il est - parce qu'il modifie le plus efficacement l'état de l'opinion – un vrai pouvoir de transformation, de nature politique, d'une société qui n'a plus de repères, à l'instar des années vingt ?

Sans doute !

Mais alors pourquoi, depuis plus de 20 ans, tous les sondages n'ont-ils rien vu venir ? N'ont-ils rien prévu ? N'ont-ils pas fonctionné ?

Tout simplement parce que la véritable opinion publique ne se laisse jamais réduire à ce qu'elle prétend être.

D'illusion démocratique, elle ne veut point. Mieux, elle en joue dès lors qu'elle sait que son avis n'a pas une importance et un effet immédiats et concrets.

Dès lors qu'elle peut mentir par ruse, parce qu'elle sait que son mensonge n'a aucune incidence. L'opinion publique est infiniment plus maligne qu'on le dit.

Elle manipule d'autant mieux les manipulateurs, qu'elle sait qu'elle est manipulée. A manipulateur, manipulateur et demi !

C'est pourquoi, nous ne sommes pas au bout de nos surprises.

En toutes probabilités, évidemment !

# LETTRE D'INFORMATION ET DE RÉFLEXION

**A Vous, chers Amis Lecteurs,**

Depuis 6 ans déjà, vous avez été le destinataire privilégié d'une lettre confidentielle qui est née de la volonté d'hommes et de femmes déterminés à faire aboutir un projet auquel bien des Tourangeaux aspiraient depuis longtemps.

Parce que vous avez trouvé des points de vue différents sur les dossiers d'actualité, parce que vous avez perçu notre souci d'indépendance intellectuelle, parce que vous avez compris que nous souhaitions porter un autre regard sur l'actualité, vous nous avez suivi.

Vous avez été nombreux à vous abonner, nombreux à nous écrire, nombreux à en parler autour de vous. De tout cela nous vous remercions.

Aujourd'hui, nous souhaitons aller plus loin. Plus loin avec vous.

Plus loin, pour accroître notre diffusion. Plus loin, pour nous faire l'écho de vos réflexions sur notre société. Plus loin, pour bousculer le tout-prêt-à-penser qu'ici et là on nous impose. On vous impose.

C'est pourquoi, nous vous demandons, chers lecteurs, de nous soutenir encore et toujours en reprenant un abonnement pour 2007 et en faisant abonner autour de vous à ce qui est devenu votre Lettre d'Information et de Réflexion : **Vérités**.

Le Comité de Rédaction

## BREVES

### Le Massacre des Innocents

Dans tous les infanticides qui font la une des médias, se cache, par derrière une indéniable volonté criminelle, une immense détresse dont nos sociétés sont loin d'avoir pris toute la mesure. Et cette société est gravement atteinte lorsqu'elle ne sait ou ne peut plus garantir la survie des plus fragiles de ses membres !

### Johnny et Nicolas

l'un soutient l'autre. Mais si Johnny a adhéré à l'U.M.P. de Nicolas, Hallyday a demandé également à prendre la nationalité belge. Delà à imaginer que son ami Sarkozy puisse demander un jour la nationalité hongroise !

### Anti-Pape

A la lecture du quotidien local, on a eu la révélation de l'existence à Tours d'un anti-pape de choc, une sorte de Benoît 17, qui, fulminant contre le pape (le vrai) mêle, pêle-mêle, croisades, inquisition, massacres de protestants, guerres de colonisation... à tel point qu'on peut se demander si, sous une bien benoîte signature, ne se dissimulerait pas sous un nom d'emprunt : ben Oït, ce redoutable islamiste recherché dans le monde entier et qui coulerait des jours bien tranquilles sur les rives du Cher.

### Du Cran ... et du Culot

Le Conseil Représentatif des Associations Noires (C.R.A.N.) n'a pas apprécié la définition que le Petit Robert donne du verbe « coloniser », à savoir « mettre en valeur » et, en conséquence, a demandé à l'éditeur de retirer le dictionnaire des rayons des librairies !

### Debout les Damnés de la Terre

Dans ses mémoires intitulés « Conduite à gauche », le chauffeur de François Mitterrand évoque le retour de Château-Chinon à l'Elysée au soir du 10 mai 1981 : « ... *Danielle fredonne L'Internationale et ... François Mitterrand lui emboîte le pas. Je ne résiste pas à l'envie de joindre ma voix aux leurs* ». Ainsi donc, à quelques jours de sa prise de fonction, celui qui allait devenir, conformément à l'art. 15 de la Constitution, le chef des armées, pouvait faire des vocalises sur un hymne révolutionnaire dont les paroles n'ont qu'un lointain rapport avec le règlement de manœuvre de l'infanterie :

*Appliquons la grève aux armées*

*Crosse en l'air et rompons les rangs*

*.....  
Ils sauront bientôt que nos balles*

*Sont pour nos propres généraux.*